

---

## Adresse à l'attention des candidats à l'élection Présidentielle de 2017

---

A la veille des échéances présidentielles, l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) a souhaité soumettre une adresse aux différents candidats et leur poser une liste de 10 questions. Elle entend attirer leur attention sur un certain nombre d'orientations et de principes qu'elle espère voir pris en compte dans les programmes et propos des candidats.

Au cours de la législature qui s'achève, des recompositions profondes de notre organisation territoriale sont intervenues à travers la constitution des métropoles, la fusion des régions et de deux tiers des intercommunalités, la nouvelle répartition des compétences, les pratiques de mutualisation... Des baisses sans précédent des dotations aux collectivités ont conduit à une réduction des dépenses publiques locales ; les collectivités étant la seule composante des administrations publiques à avoir connu une telle baisse en valeur.

L'AdCF souhaite sensibiliser les candidats au besoin urgent de visibilité budgétaire des exécutifs locaux au cours des cinq prochaines années et à l'impératif d'une relance économique qui passera par la redynamisation des investissements publics. Elle attire leur attention sur la place désormais centrale des pouvoirs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques et la nécessité d'adapter le fonctionnement de l'État aux réalités d'une France décentralisée.

### POUR UNE PAROLE PUBLIQUE RESPONSABLE

**Nos territoires constituent le meilleur creuset pour mobiliser des énergies nouvelles, soutenir l'entrepreneuriat, impliquer les jeunes générations dans la vie civique, recréer ce qui manque le plus à notre société : la confiance.**

Notre pays a besoin de retrouver confiance en lui et en ses innombrables atouts : sa démographie, le haut niveau de ses services publics et équipements collectifs, son offre culturelle et patrimoniale, sa qualité de vie, sa protection sociale (qui ne peut être analysée uniquement à travers ce qu'elle coûte sans observer ce qu'elle rapporte), la productivité élevée de ses salariés, la beauté et la diversité de ses territoires, l'attractivité d'une capitale de rang mondial, l'existence de métropoles et grandes agglomérations qui autorisent un aménagement « polycentrique » du territoire national, un maillage dense de villes moyennes qui servent de points d'appui au développement régional, des ruralités vivantes et attractives, par-delà leurs profils diversifiés....

Nos communautés et métropoles multiplient les initiatives au quotidien pour renforcer l'attractivité de nos territoires, capter des investissements porteurs de valeur ajoutée et de nouveaux flux de revenus (touristiques, résidentiels, productifs...). Ce sont de fantastiques lieux d'expérimentation ! L'AdCF en appelle ainsi aux candidats pour respecter un principe de responsabilité et veiller à écarter tout propos susceptible d'entretenir le « déclinisme » et la détestation de soi.



Dans une période de faible investissement public et privé, il est fondamental de ne pas dégrader l'image du site France et de ses territoires par des analyses caricaturales ou des jugements expéditifs.

Les défis sont certes nombreux. Les difficultés sont réelles. Mais notre pays a largement les atouts pour y faire face et écrire une belle page de son histoire. Dans un contexte de grand trouble international mais aussi de profondes transformations (économiques, écologiques, numériques)... la France doit se réformer pour être forte et crédible. Mais elle doit avoir confiance en elle et savoir mettre en mouvement les énergies de ses territoires. Les élus intercommunaux n'attendent plus de réponses magiques venues d'en haut. Il y a longtemps que l'on sait que l'on ne réforme pas une société complexe par décrets. La redynamisation de nos bassins d'emploi les plus durement frappés par les impacts de la concurrence internationale, la résolution de la crise des réfugiés, la mise en œuvre de la COP 21, la transition numérique... tous ces défis ne pourront être relevés sans le concours actif des collectivités locales, lieux essentiels d'innovations et d'expérimentations.

## **POUR UNE DÉCENTRALISATION RESPECTÉE ET CONDUITE A MATURITÉ**

**Les candidats aux responsabilités nationales doivent désormais tirer les conséquences de l'organisation décentralisée de la République. L'AdCF attend de chacun d'eux qu'ils s'engagent à respecter pleinement les compétences exclusives des collectivités et le principe de libre administration inscrit dans notre Constitution.**

Ceci doit passer par un engagement à ne pas accroître les obligations de nos collectivités sans contrepartie financière équitable. Cela doit aussi passer par un nouveau « dialogue territorial » entre l'Etat et les collectivités décentralisées pour les mobiliser au service des grandes causes nationales ou de programmes d'investissements prioritaires.

Aux côtés du dialogue social, organisé entre partenaires sociaux, et sur lequel repose l'essentiel des dépenses publiques (financement de la protection sociale, 1% logement, formation professionnelle continue...), le dialogue territorial doit permettre d'apporter de la sérénité et de la confiance dans les relations Etat-collectivités. Cela passe par la clarification des responsabilités entre les différents niveaux de collectivités locales, déjà opérée par la loi NOTRe de 2015, mais aussi par le recentrage des services déconcentrés de l'Etat sur leurs missions régaliennes. Les candidats devront préciser leurs propositions sur l'organisation de l'Etat territorial qui doit prendre en compte les évolutions de la décentralisation et éviter les doublons inutiles et coûteux. Conduite à maturité, cette nouvelle « gouvernance territoriale » pourra garantir une coordination efficace des pouvoirs publics.

## **POUR UNE LISIBILITÉ ACCRUE DES INSTITUTIONS TERRITORIALES**

**Notre organisation territoriale a profondément évolué mais nos concitoyens ne le savent pas vraiment. Les grandes échéances nationales de 2017 doivent être l'occasion d'un effort de pédagogie sur la nouvelle France des territoires et les responsabilités respectives des différents niveaux de pouvoirs publics locaux.**

L'AdCF appelle les candidats à bien tenir compte dans leurs programmes des nouvelles répartitions des compétences et sur les pouvoirs respectifs de l'Etat et des pouvoirs publics locaux.

Elle les invite également à s'engager pour promouvoir toutes les mesures de bon sens qui permettront de rendre plus lisible notre organisation territoriale. Des progrès peuvent être envisagés pour réduire le nombre de catégories juridiques d'intercommunalités (aujourd'hui constituées des métropoles, communautés urbaines, d'agglomération, communautés de communes) et proposer une appellation générique compréhensible de nos concitoyens.)

Une organisation territoriale plus lisible doit permettre à nos concitoyens de mieux comprendre qui est comptable de quoi. C'est un impératif démocratique. Elle doit également reposer sur une bonne identification des décideurs publics et sur des capacités d'implication des citoyens dans des instances participatives. La première élection directe des conseillers intercommunaux a eu lieu en mars 2014, dans le cadre du scrutin municipal fléché. L'AdCF attend des candidats qu'ils se prononcent sur les propositions éventuelles qu'ils entendent formuler pour approfondir la démocratie locale



## POUR UNE CONSOLIDATION DE LA NOUVELLE CARTE INTERCOMMUNALE

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, 1266 communautés et métropoles organisent désormais nos bassins de vie, en lien avec des communes confortées dans leurs missions de proximité et souvent redynamisées par le succès des communes nouvelles. Cette nouvelle « France des territoires » doit renforcer l'efficacité des politiques publiques et concourir à la cohésion de notre pays. Il sera au demeurant nécessaire pour cela de redonner de la stabilité, pendant au moins 5 ans, aux cadres géographiques de l'action publique.**

Lors de leur dernière convention nationale de Strasbourg, les élus intercommunaux ont exprimé avec force cette phase de consolidation institutionnelle au cours de la prochaine législature.

Deux lois successives (loi RCT du 16 décembre 2010 sous le gouvernement Fillon puis loi NOTRe sous le gouvernement Valls) ont conduit en cinq ans à :

- une division par deux du nombre d'intercommunalités à fiscalité propre (de 2600 à moins de 1300),
- à d'importantes réorganisations des administrations et des services publics locaux,
- à des recompositions des assemblées intercommunales,

Les élus locaux ont fait preuve d'un véritable esprit de responsabilité en co-produisant la nouvelle carte intercommunale et en mettant en œuvre près de 500 fusions dans des délais très contraints. Beaucoup ressentent avec fierté ces transformations accomplies en temps et en heure. Leurs efforts ne doivent pas être passés sous silence ou remis en cause.

Les nouvelles communautés et métropoles, aux périmètres élargis et aux compétences renforcées, devraient contribuer à simplifier le paysage de l'intercommunalité et de la gestion publique locale avec la dissolution de nombreuses structures (syndicats, établissements publics, entreprises publiques locales, associations...). Les dernières statistiques sur les évolutions des agents publics du « bloc communal » montrent également que les efforts engagés ces dernières années en matière de mutualisation et de maîtrise des dépenses portent aujourd'hui leurs fruits.

Il est temps de laisser respirer les territoires et leur faire confiance.

L'AdCF appelle tous les candidats aux prochaines élections présidentielle et législatives à prendre en compte les aspirations des élus locaux de France à ce besoin de stabilité de l'organisation institutionnelle de nos territoires. Il est souhaitable d'apporter plus de souplesse et la possibilité d'expérimentations, mais il ne faut plus défaire à chaque mandature ce qui a été fait par la précédente. Les présidents de communautés demandent aux candidats de s'engager clairement sur cet objectif.

## POUR UNE RELANCE URGENTE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET UNE MODERNISATION EFFECTIVE DE LA FISCALITÉ FISCALE

Si les communautés et métropoles de France plaident pour la stabilisation des périmètres institutionnels au cours de la prochaine législature, elles sont néanmoins soucieuses de poursuivre les chantiers de réforme engagés en matière fiscale et financière. Ces chantiers devront néanmoins conduire à une meilleure prévisibilité budgétaire et faire en sorte que ces réformes soient soutenables pour les collectivités.

L'année 2017 est l'année de l'engagement du premier volet de la révision des valeurs locatives à travers les locaux professionnels. Cette révision devra être généralisée dans les meilleurs délais pour rapprocher des réalités économiques une assiette sur laquelle reposent plus de 70 milliards d'euros d'impositions. Devenue indispensable et urgente, cette révision doit constituer l'une des réformes fiscales majeures de la prochaine législature. Les candidats doivent s'y préparer et faire connaître leurs propositions sur ce sujet.

L'autre chantier à l'agenda sera celui de la réforme des dotations de l'Etat aux collectivités et des mécanismes de péréquation. Ces chantiers sont demeurés à ce jour au milieu du gué. Il est souhaitable que les candidats expriment leurs intentions à ce sujet.

Selon les récentes données du baromètre de la commande publique constitué par l'AdCF avec la CDC à partir d'une analyse de tous les marchés publics, une nouvelle chute a été constatée de 4,5 milliards d'euros en 2016. Depuis 2012, la chute atteint 25%, installant notre pays dans une période prolongée de sous-investissement. Cette chute de l'investissement s'explique de toute évidence par l'intensité des réformes de notre organisation territoriale (qu'il convient de ne pas déconstruire), les



changements des règles de la commande publique mais surtout par les contractions budgétaires sans précédent subies par les collectivités (baisses de dotations) et leurs partenaires (ex : agences nationales...). L'absence de prévisibilité budgétaire et la dégradation de l'épargne des collectivités sont les principaux facteurs de blocage de la relance de l'investissement public.

L'AdCF a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises. Elle appelle les candidats à prêter une attention particulière au rôle catalyseur de l'investissement public sur les économies locales et sur les principaux facteurs d'attractivité de la France (qualité de ses équipements et services publics) reconnus dans de nombreux rapports et classements internationaux.

L'AdCF demande aux candidats de s'engager sur la stabilité des dotations de l'Etat aux collectivités et le respect de leur autonomie fiscale et financière. Si la fiscalité locale doit être modernisée, elle ne saurait subir de nouvelles amputations unilatérales de l'Etat sans porter atteinte à nos principes constitutionnels. La modernisation des assiettes doit permettre de garantir le consentement à l'impôt. Celui-ci doit être fondé sur le principe de juste contribution aux charges communes et tenir compte des capacités contributives. Les exonérations et dégrèvements doivent être exceptionnels et ne sauraient devenir une règle prépondérante.

## POUR UNE SIMPLIFICATION AMBITIEUSE DU DROIT ET DES NORMES

**La prochaine législature doit être prioritairement consacrée à l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques et de leur efficience. La priorité devra être donnée à la simplification administrative et à l'allègement normatif.**

Cette priorité doit passer par des engagements clairs des candidats à mieux légiférer demain et à accélérer les chantiers de simplification du droit et des normes. L'AdCF demande ainsi aux candidats de préciser leurs intentions sur les sujets des normes réglementaires et techniques mais également sur les obligations de résultats ou de moyens imposées aux collectivités et intercommunalités.

Alors que les évolutions des dépenses publiques locales (et des effectifs territoriaux) sont de plus en plus placées sous le regard de l'opinion et des contribuables, l'AdCF demande à ce qu'un débat objectif soit conduit sur les faits générateurs de ces augmentations : nouvelles obligations législatives et réglementaires, transferts de charges non compensés, hausse de taux de TVA appliqués aux services publics locaux, pilotage centralisé de la fonction publique territoriale (évolution du point d'indice, cotisations obligatoires...).

De considérables optimisations de dépenses et de coûts peuvent être attendues d'un chantier d'assouplissement de l'environnement normatif, sans pour autant dégrader les ambitions des politiques publiques. Avant d'imposer aux collectivités de réduire le périmètre et la qualité des services publics locaux, c'est sur les surcoûts sans cause qu'il faut agir.